



Une question de priorité

DÉPUIS QUELQUES semaines, force est de constater que le gouvernement du Québec a ouvert les vannes et a multiplié les annonces significatives et coûteuses. Si nous étions habitués et même soulagés de voir le gouvernement aller de l'avant, depuis un certain temps, avec des investissements structurants, en particulier dans les infrastructures du réseau de la santé où les besoins sont criants, voilà maintenant que l'équipe gouvernementale crée de nouveaux programmes et se lance dans des dépenses récurrentes. Alors que les Québécois ont toutes les difficultés du monde à avoir accès aux services essentiels, comme l'accès à un médecin de famille, et que les élus répètent en même temps sur toutes les tribunes que la caisse est vide, il y a là matière à réflexion.

En effet, quiconque suit l'actualité a pris bonne note du fait que l'argent coule à flots du côté gouvernemental depuis quelques semaines, en santé comme ailleurs.

Dans le domaine qui nous intéresse plus particulièrement, nous n'avons qu'à penser à l'investissement important et récurrent (plus de 117 millions de dollars) destiné aux infirmières praticiennes spécialisées en soins de première ligne ou à celui concernant la fécondation *in vitro* (plus de 60 millions de dollars reconduits d'année en année). Bien que nous ne remettions pas directement en question le bien-fondé de ces initiatives, les Québécois sont tout de même en droit de se demander si le gouvernement a ciblé les bonnes priorités dans le secteur de la santé.

Après tout, les représentants gouvernementaux ne disent-ils pas sur toutes les tribunes, depuis plusieurs mois, que l'accès à un médecin de famille est leur grande priorité? Pourtant, aucun investissement concret en ce sens n'a été au menu gouvernemental depuis la réélection de l'équipe libérale en

décembre 2008. Au contraire, nous continuons à assister à une lente dégradation des conditions de pratique des médecins omnipraticiens et, conséquemment, à un accès toujours plus difficile à un médecin de famille et aux soins de première ligne pour les citoyens.

On dirait que Québec attend un quelconque coup de baguette magique qui fera en sorte que la situation s'améliorera par enchantement. Malheureusement, la magie n'est pas de ce monde. Et si rien n'est fait, avec une pénurie d'omnipraticiens qui ne cesse de croître (elle atteint maintenant 1175) et le départ prochain à la retraite d'un nombre impressionnant de médecins de famille dont la prise en charge et le suivi de patients constituent la principale activité professionnelle, la situation risque de devenir intenable.

Dans ce contexte, après un été où il a plu des millions de dollars, espérons simplement que le gouvernement sera cohérent et qu'il répondra tout aussi présent dans les prochaines semaines lorsque viendra le temps d'offrir des conditions de pratique acceptables aux médecins omnipraticiens. L'accélération des négociations ayant trait au renouvellement de l'Entente générale régissant nos conditions de travail lui en fournira l'occasion. Après les annonces des dernières semaines, il ne pourra plus plaider que les coffres sont vides sans insulter notre intelligence. Surtout qu'un meilleur accès à un médecin de famille demeure, dans le secteur de la santé, la priorité de centaines de milliers de Québécois. Et vous pouvez compter sur nous pour le rappeler à nos élus.



Photo: Emmanuèle Garnier

*Le président,
Dr Louis Godin*

Le 14 septembre 2010